

2014/31/PR

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU GIEC

Le 2 novembre 2014

**Conclusion du cinquième Rapport d'évaluation:
Les changements climatiques pourraient avoir des incidences irréversibles et dangereuses,
mais il existe des options pour en limiter les effets**

COPENHAGUE, le 2 novembre – L'influence de l'homme sur le système climatique est claire et en augmentation, avec des incidences observées sur tous les continents. Si on ne les maîtrise pas, les changements climatiques vont accroître le risque de conséquences graves, généralisées et irréversibles pour l'être humain et les écosystèmes. Nous disposons toutefois d'options pour nous adapter à ces changements et des activités rigoureuses d'atténuation peuvent limiter les conséquences de l'évolution du climat à une gamme gérable, d'où un avenir meilleur et plus viable.

Il s'agit là des principales conclusions du Rapport de synthèse publié dimanche par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Ce rapport condense et intègre les conclusions du cinquième Rapport d'évaluation du GIEC, produit par plus de 800 scientifiques et publié au cours des 13 derniers mois, qui constitue l'évaluation la plus complète des changements climatiques jamais entreprise.

Selon M. R. K. Pachauri, président du GIEC, «Nous avons les moyens de limiter les changements climatiques. Il existe de nombreuses solutions qui permettent un développement économique et humain continu. Nous n'avons besoin que de la volonté d'évoluer, qui, nous l'espérons, sera motivée par la connaissance et par la compréhension de la science des changements climatiques.»

Le Rapport de synthèse confirme que de tels changements sont observés dans le monde entier et que le réchauffement du système climatique est sans équivoque. Nombre des changements constatés depuis les années 50 sont sans précédent depuis des dizaines d'années, voire des millénaires. D'après M. Thomas Stocker, coprésident du Groupe de travail I du GIEC, «Selon notre évaluation, l'atmosphère et les océans se sont réchauffés, la quantité de neige et de glace a diminué, le niveau de la mer s'est élevé et la concentration de dioxyde de carbone a augmenté jusqu'à un niveau sans précédent depuis 800 000 ans.»

Le Rapport affirme avec une certitude plus grande que les évaluations précédentes que les émissions de gaz à effet de serre et d'autres facteurs anthropiques ont été la cause prédominante du réchauffement observé depuis le milieu du XX^e siècle.

Les incidences des changements climatiques se sont faites sentir sur l'ensemble des continents et des océans au cours des dernières décennies.

Plus les activités humaines perturbent le climat, plus les risques sont élevés. Selon le Rapport, des émissions constantes de gaz à effet de serre vont provoquer un réchauffement supplémentaire et des altérations de longue durée de tous les éléments du système climatique, augmentant ainsi le

risque de conséquences vastes et profondes qui toucheront toutes les strates de la société et le milieu naturel.

Le Rapport de synthèse indique clairement que de nombreux risques représentent des problèmes particuliers pour les pays les moins développés et les collectivités vulnérables, vu leur capacité limitée d'y faire face. Les personnes marginalisées sur le plan social, économique, culturel, politique, institutionnel ou autre sont particulièrement vulnérables aux changements climatiques.

La limitation des effets des changements climatiques pose des problèmes d'équité et de justice, mais elle est nécessaire pour aboutir à un développement durable et à l'élimination de la pauvreté. Selon M. Pachauri, «Nombre des personnes les plus vulnérables aux changements climatiques ont contribué et contribuent le moins aux émissions de gaz à effet de serre. Il ne sera pas possible de faire face à ces changements si des organismes particuliers mettent en avant leurs propres intérêts de façon indépendante. On ne pourra lutter contre les changements climatiques que grâce à des réponses coopératives et notamment à une coopération internationale.»

D'après M. Vicente Barros, coprésident du Groupe de travail II du GIEC, «L'adaptation est très importante du fait qu'elle peut être intégrée à la poursuite du développement et qu'elle peut contribuer à nous préparer aux risques, ce à quoi nous nous sommes déjà engagés du point de vue des émissions passées et de l'infrastructure actuelle.»

Toutefois, l'adaptation ne suffit pas en elle-même. Des réductions importantes et soutenues des émissions des gaz à effet de serre sont primordiales pour limiter les risques dus aux changements climatiques. Et comme l'atténuation réduit le rythme et l'ampleur du réchauffement, elle accroît, possiblement de plusieurs dizaines d'années, le temps dont nous disposons pour nous adapter à un niveau donné d'évolution du climat.

Il existe de nombreux moyens d'atténuation permettant d'aboutir, au cours des décennies à venir, aux réductions importantes des émissions nécessaires pour limiter, avec une probabilité de plus de 66 %, le réchauffement à 2 °C, objectif fixé par les gouvernements. Cependant, selon le Rapport, si l'on retarde une nouvelle atténuation à 2030, cela accroîtra sensiblement les problèmes techniques, économiques, sociaux et institutionnels que pose la limitation du réchauffement à moins de 2 °C au-dessus des niveaux préindustriels d'ici la fin du XXI^e siècle.

D'après M. Youba Sokona, coprésident du Groupe de travail III du GIEC, «Il est possible, sur le plan technique, de passer à une économie à faible teneur en carbone. Mais ce qui manque, ce sont des politiques et des institutions appropriées. Plus nous attendrons pour prendre des dispositions, plus l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de ceux-ci coûteront cher.» Selon le Rapport de synthèse, les évaluations quant au prix de l'atténuation varient, mais la croissance économique mondiale n'en serait pas affectée outre mesure. Dans les scénarios prévoyant une situation inchangée, la consommation – indicateur indirect de la croissance économique – continuera d'augmenter de 1,6 à 3 % par an au cours du XXI^e siècle. Une atténuation ambitieuse permettrait de réduire ce taux de 0,06 point de pourcentage. D'après M. Sokona, «Par comparaison avec le risque imminent d'une évolution irréversible due aux changements climatiques, les risques de l'atténuation sont gérables.»

Ces évaluations économiques du prix de l'atténuation ne tiennent compte ni des avantages d'une réduction des changements climatiques, ni des nombreux bénéfices secondaires en matière de santé, de conditions de vie et de développement. Selon M. Pachauri, «La justification scientifique de la priorité à accorder aux mesures de lutte contre l'évolution du climat est plus claire que jamais. Nous disposons de peu de temps avant que la conjoncture permettant de limiter le réchauffement à 2 °C ne prenne fin. Pour que nous ayons une bonne chance de rester au-dessous de 2 °C à un prix gérable, nos émissions, sur le plan mondial, devraient diminuer de 40 à 70 % entre 2010 et 2050, et tomber à zéro ou moins d'ici 2100. Nous avons cette possibilité, et le choix nous incombe.»

Une évaluation globale

Le Rapport de synthèse, rédigé sous la direction de M. R. K. Pachauri, président du GIEC, forme la pierre angulaire du cinquième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts. Les trois premiers volumes, fondés sur les grandes lignes approuvées en octobre 2009 par les 195 gouvernements membres du GIEC, ont été publiés au cours des 14 derniers mois: *The Physical Science Basis* (Les bases scientifiques physiques) en septembre 2013, *Impacts, Adaptation and Vulnerability* (Conséquences, adaptation et vulnérabilité) en mars 2014, et *Mitigation of Climate Change* (L'atténuation des changements climatiques) en avril 2014.

Les rapports du GIEC sont le fruit des nombreuses années de labeur de toute la communauté scientifique qui fait des recherches sur les changements climatiques. Plus de 830 auteurs coordonnateurs principaux, auteurs principaux et réviseurs représentant plus de 80 pays et ayant diverses opinions et compétences scientifiques, techniques et socio-économiques ont produit l'apport des trois groupes de travail, soutenus par plus de 1 000 contributeurs et par plus de 2 000 réviseurs experts, lors d'un processus répétitif d'examen et de révision. Les auteurs ont évalué plus de 30 000 documents scientifiques pour produire le cinquième Rapport d'évaluation. Une soixantaine d'auteurs et d'éditeurs appartenant au Bureau du GIEC et aux équipes d'auteurs des groupes de travail ont participé à la rédaction du Rapport de synthèse. Ils ont pu accomplir leur œuvre grâce à l'apport et au dévouement du Service d'appui technique au Rapport de synthèse.

M. Pachauri a déclaré: «Je tiens à remercier les centaines d'experts de la communauté scientifique mondiale qui ont fait don de leur temps et de leur compétence pour produire l'évaluation la plus exhaustive de l'évolution du climat produite à ce jour. J'espère que ce rapport va répondre aux besoins des gouvernements du monde entier et servir de base scientifique aux négociateurs qui s'efforceront de conclure un nouvel accord mondial sur le climat.»

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez prendre contact avec:

Le Bureau de presse du GIEC à Copenhague: +45 45 99 00 77, courriel: ipcc-media@wmo.int

Jonathan Lynn: +41 22 730 8066, ou Nina Peeva: +45 23 49 75 94

Le Bureau de presse du GIEC à Genève: +41 22 730 8120

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le GIEC et trouver des liens menant à ses rapports, veuillez vous rendre à l'adresse www.ipcc.ch.

Suivez l'actualité relative au GIEC sur  Facebook,  Twitter et  LinkedIn.

Notes à l'intention des rédacteurs

Qu'est-ce que le GIEC?

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) est un organisme international chargé d'évaluer les activités scientifiques consacrées aux changements climatiques. Il a été créé en 1988 par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et ratifié par l'Assemblée générale des Nations Unies afin d'offrir aux décideurs des évaluations régulières du fondement scientifique de l'évolution du climat, des incidences et des risques associés et des possibilités d'adaptation et d'atténuation.

Le GIEC évalue les milliers de documents scientifiques publiés chaque année pour informer les décideurs de ce que nous savons et ne savons pas à propos des risques liés aux changements climatiques. Il détermine les points à propos desquels le secteur scientifique est d'accord, ses

différences d'opinion et les éléments à propos desquels de plus amples recherches sont nécessaires.

Le GIEC offre aux décideurs un aperçu de ce que la communauté scientifique comprend à propos des changements climatiques. Ses rapports sont susceptibles d'orienter les politiques sans être prescriptifs. Ils ne préconisent pas d'opinions ou de mesures particulières. Le GIEC évalue les options existantes pour les décideurs, mais il ne dit pas aux gouvernements que faire.

Les rapports du GIEC reposent sur le jugement et le dévouement de l'ensemble de la communauté scientifique qui étudie les changements climatiques, avec la participation d'experts de toutes les régions et de divers horizons scientifiques. Les auteurs et les réviseurs du GIEC, y compris son président et d'autres personnalités élues, sont bénévoles. Ils ne sont pas payés pour leur travail au sein du Groupe d'experts. Seule une douzaine d'employés permanents travaillent au Secrétariat du GIEC à Genève.

Les membres du GIEC sont ses 195 gouvernements membres. Ceux-ci établissent un consensus pour approuver les rapports du Groupe d'experts, évaluations globales et équilibrées de la documentation scientifique, technique et socio-économique existante. Ils fixent les procédures et le budget du GIEC lors de réunions plénières de celui-ci. Le mot «intergouvernemental», dans le nom de l'organisation, indique ce rôle. Il s'agit d'un organisme créé non pas par l'ONU, mais par deux institutions de celle-ci, l'OMM et le PNUE.

À la demande du GIEC, des auteurs issus du secteur scientifique rédigent les rapports du Groupe d'experts lors d'un vaste processus répétitif de rédaction, d'examen et de révision. Le Groupe d'experts ratifie ces rapports au cours d'un dialogue avec les scientifiques qui les produisent. Lors des débats, ce sont les scientifiques qui ont le dernier mot quant à leur exactitude scientifique.

Le cinquième Rapport d'évaluation

Le GIEC rédige des rapports d'évaluation exhaustifs sur les changements climatiques tous les six ans environ. Ses autres produits comprennent des rapports spéciaux sur des sujets particuliers préparés à la demande de ses membres, ainsi que des rapports sur les méthodes et des logiciels pour aider ses membres à faire l'inventaire de leurs gaz à effet de serre (émissions moins quantités absorbées).

Avec la publication du Rapport de synthèse, le GIEC a terminé le cinquième Rapport d'évaluation. Celui-ci constitue l'évaluation la plus complète des changements climatiques jamais entreprise. Plus de 830 scientifiques issus de plus de 80 pays ont été choisis pour constituer les équipes d'auteurs qui ont produit le Rapport. Eux-mêmes se sont appuyés sur les travaux de plus de 1 000 contributeurs et de plus de 2 000 réviseurs experts. Plus de 30 000 documents scientifiques ont été évalués pour le cinquième Rapport d'évaluation.

La contribution de 1 535 pages du Groupe de travail I (*The Physical Science Basis*: Les bases scientifiques physiques) au Rapport d'évaluation a été finalisée et publiée en septembre 2013. La contribution du Groupe de travail II (*Impacts, Adaptation, and Vulnerability*: Conséquences, adaptation et vulnérabilité), composée de la partie A (*Global and Sectoral Aspects* (Aspects mondiaux et sectoriels), 1 132 pages) et de la partie B (*Regional Aspects* (Aspects régionaux), 688 pages) a été finalisée et publiée en mars 2014. La contribution du Groupe de travail III (*Mitigation of Climate Change* (L'atténuation des changements climatiques), 1 500 pages environ) a été finalisée et publiée en avril 2014.

Le Service d'appui technique du Groupe de travail I, hébergé par l'Université de Berne, en Suisse, est soutenu par le Gouvernement suisse. Les coprésidents du Groupe de travail I sont MM. Qin Dahe (Chine) et Thomas Stocker (Suisse). Le Service d'appui technique du Groupe de travail II, hébergé par l'Institut Carnegie pour la science de Stanford, en Californie, est soutenu par le Gouvernement américain. Les coprésidents du Groupe de travail II sont MM. Vicente Barros (Argentine) et Chris Field (États-Unis d'Amérique). Le Service d'appui technique du Groupe de

travail III, hébergé par l'Institut pour la recherche sur les incidences du climat de Potsdam (PIK), est soutenu par le Gouvernement allemand. Les coprésidents du Groupe de travail III sont MM. Ottmar Edenhofer (Allemagne), Ramón Pichs-Madruga (Cuba) et Youba Sokona (Mali).

Le Rapport de synthèse

Le Rapport de synthèse forme la pierre angulaire d'un rapport d'évaluation. Comme son nom l'indique, il condense, synthétise et intègre les conclusions des groupes de travail en un document concis d'une centaine de pages.

Grâce à cette approche intégrée, le Rapport de synthèse fait appel aux conclusions des rapports des trois groupes de travail et des deux rapports spéciaux publiés en 2011. Il souligne les contrastes et établit des comparaisons entre les conclusions des divers groupes de travail. Ces comparaisons offrent des informations essentielles destinées aux décideurs.

La rédaction du Rapport de synthèse a été dirigée par le président du GIEC, M. R. K. Pachauri. L'équipe de rédaction principale du Groupe d'experts inclut les auteurs des rapports des groupes de travail et les membres du Comité exécutif du GIEC. Le Rapport de synthèse comprend un résumé à l'intention des décideurs ainsi qu'un rapport plus long. Lors de sa réunion d'octobre 2014, le Groupe d'experts a approuvé le Résumé à l'intention des décideurs ligne par ligne et adopté le rapport long section par section pour garantir leur concordance avec les rapports sous-jacents des groupes de travail. Le Service d'appui technique au Rapport de synthèse, hébergé par l'Agence néerlandaise d'évaluation environnementale (PBL), est soutenu par l'Agence norvégienne pour l'environnement.